
LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.

N^o. CXCIX.

Du Vendredi 29 Janvier 1790.

LES fonctions de président deviennent si pénibles, que la santé de M. Target en a été altérée. M. Desmeuniers a occupé sa place.

Après que le procès-verbal de la séance précédente a été lu par M. de Noailles, M. de Gurchi, militaire, citoyen connu par son patriotisme, & quatre autres députés de la nouvelle municipalité de la ville de Nangis, ont été introduits à la barre, pour présenter une adresse de leur ville qui adhère à tous les décrets, en offrant un don patriotique, & en demandant un tribunal de district.

Un membre du comité des finances a lu une nouvelle rédaction du décret sur les octrois dont l'assemblée l'avoit chargé dans une de ses précédentes séances.

Il étoit aussi instant de publier ce décret sur des droits dont les beaux se renouvellent au commencement de l'année, qu'il étoit juste de faire supporter également la charge des octrois à tous les citoyens, puisque dans presque toutes les villes ces droits frappoient particulièrement sur le peuple :

La nouvelle rédaction ayant été lue, on a observé que le comité avoit oublié de parler des capitulations de Suisses ;

Tome VI.

5

qui étoient conservées par une délibération antérieure, & qu'ainsi on ne pouvoit point retrancher cet amendement qui avoit été décrété.

Quelques membres ont demandé l'ajournement sur cette dernière question, & d'autres la question préalable.

M. le président l'a mise aux voix, & l'assemblée a décrété qu'il n'y avoit lieu à délibérer sur cet objet, & sans doute, parce qu'il avoit été décrété.

On a mis ensuite aux voix la rédaction du comité des finances, qui a été adoptée, pour être présentée sur-le-champ à la sanction. Voici le décret :

» L'assemblée nationale décrète que tous les octrois, droits d'aides de toute nature, & autres droits y réunis, sous quelque dénomination qu'ils soient connus dans les villes & autres lieux du royaume où ils sont établis, continueront d'être perçus dans la même forme & sous le même régime précédemment établi, jusqu'à ce qu'il ait été statué autrement par l'assemblée nationale ; néanmoins, sans aucuns privilèges, exemptions ni distinctions personnelles quelconques, n'entendant rien innover, quant à présent, aux usages concernant les consommations de troupes françaises & étrangères, ainsi que des hôpitaux.

» Les fermiers ou régisseurs des droits appartenans aux villes, seront tenus d'exhiber les registres de leurs perceptions, & les sommes provenantes de l'augmentation, résultantes de la suppression des exemptions & privilèges, seront versées dans les caisses du receveur des municipalités, sans préjudice de la partie de ses droits, qui peut appartenir au trésor public. »

On a passé à l'ordre du jour destiné aux rapports concernant la division du royaume ; c'est encore M. Gossin qui a occupé l'assemblée de la division des départemens. Ceux

de la Haute-Auvergne, du Duphiné, de la partie méridionale de la Champagne, & de l'Armagnac, ont été décrétés dans cette séance.

Depuis quelques temps, le journal de l'assemblée paroît ressembler plutôt à un ouvrage de géographie, qu'aux récits d'un corps législatif; mais si la nouvelle division du royaume est une des idées la plus grande, & qui doit le plus influencer sur le bonheur de la nation, parmi celles que l'assemblée, aidée du patriotisme des Français, voit s'exécuter tous les jours, surmontons un instant les ennemis inséparables de pareils détails; bientôt l'édifice sera élevé; les municipalités détruiront tous les projets d'anarchie que les ennemis du bien public ne cessent de fomenter; les assemblées administratives assureront la perception des tributs & la marche ferme du gouvernement.

Le département méridional de la Champagne a excité peu de contestations; un député de cette province a demandé que le chef-lieu du département méridional de cette province soit fixé à Langres; & dans le cas où l'assemblée ne croiroit pas devoir s'y déterminer, que l'assemblée décrète que le département s'assemblera dans tel lieu neutre qui sera indiqué par le comité de constitution, pour y déterminer laquelle des villes de Langres ou de Chaumont sera le chef-lieu, ou si ces deux villes alterneront.

Quelques autres députés ont été entendus.

On a demandé l'avis du comité, & il a été décrété ainsi:

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution,

1^o. « Que le département méridional de la Champagne est divisé en six districts, dont les chefs-lieux sont Saint-Dizier, Joinville, Bourmont, Chaumont en Bassigny, Bourbonne-les-Bains & Langres, & que la ville de Vassy fera le chef-lieu de la judicature du district.

2°. « Que la ville de Chaumont en Bassigny est provisoirement le chef-lieu de ce département, & que les électeurs assemblés détermineront la suite de la première session, si les séances de ce département devrnt alterner entre Langres & Chaumont, & si cette dernière ville doit définitivement en demeurer le chef-lieu.

3°. « Que les paroisses de Lunéville & Chassey, ainsi que Bandonvilliers, seront du département du Barrois.

4°. « Que la ville de Reynal demeurera au district de Bourmont ».

Le rapporteur a présenté ensuite la division du département de la haute-Auvergne en districts; l'avis du comité a été mis aux voix & adopté.

M. Gossin a continué le même rapport pour l'établissement du chef-lieu du département. M. Armand demandoit qu'il fût établi dans la ville d'Aurillac; d'autres députés l'ont réclamé pour Saint-Flour. L'avis du comité a été décrété, & la première assemblée se tiendra dans cette dernière ville. Voici le décret pour la haute-Auvergne.

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, 1°. que le département de la haute-Auvergne est provisoirement divisé en quatre districts, dont les chefs-lieux sont Saint-Flour, Aurillac, Mauriac & Murat; sans au département à proposer, à la prochaine législature, la suppression de ce nouveau district, s'il jugeoit qu'il n'est ni nécessaire ni utile à son administration.

2°. Que les séances de l'assemblée du département alterneront entre Saint-Flour & Aurillac, & que Saint-Flour aura la priorité.

3°. Que la ville de Salines sera le siège de la juridiction du district de Mauriac. »

M. Gossin a fait ensuite la rapport concernant le département d'Armagnac; il s'est contenté de rapporter

quant aux limites de ce département avec celles du département de Bigorre ,

1°. Que les communautés de Rivière - Basse étoient intéressées , par la localité & la proximité , à s'unir à ce dernier ; mais qu'un des députés ayant signé des conventions sur les limites , le comité avoit pensé que les conventions devoient être exécutées ; comme si le sort des peuples dépendoit de la signature d'un député qui leur est étranger ; comme si des conventions faites avant de connoître le vœu exprès de ces peuples , & contre leurs dernières délibérations , pouvoient avoir quelque effet ; comme s'il n'appartenoit pas à ces communautés de réclamer en tout temps contre une réunion forcée à un département dont le chef-lieu est à une grande distance , au lieu d'une réunion à un chef-lieu plus voisin.

M. Goffin ne s'est pas dissimulé les droits inaliénables des peuples de la Rivière-Basse & des communautés limitrophes des départemens , puisqu'il n'a proposé aucune disposition à décréter sur ce point ; ce sera aux habitans de ce pays à se décider suivant leur véritable intérêt.

La discussion étant ouverte sur l'avis du comité , M. Long la combattue , en disant que le pays de Rivière-Verdun éprouvoit dans les nouveaux départemens le même sort que la Pologne de la part des puissances voisines. « Si l'on en excepte , a-t-il dit , un très-petit district qui lui a été départi par Toulouse , aucune ville de ce pays n'a été favorisée d'aucun établissement secondaire ». Il a voulu prouver que la ville de Gimont méritoit par préférence à l'Isle Jourdain , d'être un chef-lieu de district , ou tout au moins d'avoir le tribunal de justice.

Il a soutenu la même opinion pour Mielan ; mais M. Saintetz a soutenu qu'un étranger au département ne pouvoit pas former une pareille demande ; il a insisté , sur

S. 2

la question préalable, fondé sur le travail unanimement convenu entre les députés du département.

La question préalable a été adoptée, & l'avis du comité a été décrété en ces termes :

L'assemblée nationale décrète.

1°. Que le départemens d'Armagnac, dont Auch est le chef-lieu, est divisé en six districts. Que les chefs-lieux de ces districts sont les villes d'Auch, Lectoure, Condom; Nogaro, l'Isle en Jourdain & Mirande.

2°. Que le département déterminera s'il convient d'établir en faveur de Vic-Fézensac, un septième district pour le proposer, le cas échéant à la seconde législature.

Le rapporteur a présenté la division du département du Dauphiné. Un député de cette province a demandé que la limitation fût provisoire, & que l'alternation fût établie en plusieurs villes ; mais l'avis du comité a été décrété ainsi :

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, que les trois départemens dans lesquels le Dauphiné sera divisé, seront ainsi limités.

1°. Celui du nord comprendra Grenoble & Vienne, à l'ouest, au nord, au nord-est & à l'est, par les anciennes limites de cette province, jusqu'au grand contrefort qui s'attache à la principale chaîne des Alpes proche le col de Galibier ; que de ce point, la limite, suivant la crête du contrefort, embrassant le val Godemart, comprendra ou laissera le bourg de Corp, suivant la convention mutuelle des deux départemens limitrophes. De là elle regagnera le sommet de la chaîne qui sépare le *dévoluy du Triève*, passant au col de la croix haute, Toupuri, suivant la crête de la montagne ; elle passera entre la *Triève* d'une part, le *Drois* & le *Varçors* ; elle se retournera quarément entre Pont en Royans & *Saint-Hilaire*,

entre Lisère & Saint-Naire; elle coupera la route de Romans à Saint-Marcelin, à distance égale de ces deux villes, passera par Montrigaud à l'est du *Grand-Serre* par les clochers de Saint-Barthelemi & de Beaurepaire, & de là viendra s'appuyer au Rhône entre Saint-Rambert & Crudence.

» Les limites du département de l'ouest, comprenant Valence, Romans, Montelimart, & la principauté d'Orange à l'est; les limites qui sépareroient les baronnies de l'élection de Gap, & depuis Ville-Vieille, la crête de la montagne jusqu'au col de la Croix-haute.

« Le troisième département, comprenant le reste du Dauphiné, aura pour limites les anciennes limites de cette province & celles assignées aux deux départemens précédens, laissant à tous les trois la liberté de faire entr'eux des échanges selon leur convenance mutuelle ».

M. Gossin a terminé ses rapports par un projet de décret sur le partage de quelques paroisses entre les départemens de l'Angoumois & du Poitou. Il a été adopté en ces termes :

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, que les paroisses de Mont-Jean, la Force, &c., & celles de Planville & d'Abzac appartiendront à l'Angoumois; que celles d'Arfy, Mauzé & Pliais seront en Poitou; le tout conformément au tracé signé par le comité de constitution ».

Une grande question d'un autre genre a occupé l'assemblée bientôt après. Dans tous les temps, chez tous les peuples civilisés, la possession d'état a été respectée, & ses droits ont été plutôt étendus que limités par la jurisprudence de tous les tribunaux; c'est un voile en quelque sorte religieux dont la loi & la jurisprudence universelle ont couvert tous les vices d'origine : ces principes étoient-

ils applicables aux Juifs portugais , espagnols & avignonnais qui vivent dans le royaume , non seulement en possession d'état ou de droit civil , mais en possession fondée sur des loix promulguées par Henri II , & confirmées depuis à chaque nouveau règne ; ce feroit penser comme au quinzième siècle , que de renverser une possession aussi antique & aussi respectable que celle des Juifs de Bordeaux , qui ont été déclarés régnicoles & citoyens. Par quelle fatalité les Juifs de cette cité qui ont donné tant de preuves de patriotisme , qui ont concouru aux élections des députés à l'assemblée nationale & à la formation des milices citoyennes , perdroient-ils leurs avantages civiques , au moment où l'égalité politique s'établit par des loix constitutionnelles. Voudroit-on leur faire regretter les temps du despotisme ; & ces citoyens doivent-ils être plus malheureux , plus avilis sous le règne de la liberté , que sous le fleau du pouvoir arbitraire ? C'est ce que le comité de constitution ne pensoit pas , & qu'il a très-bien présenté en distinguant la cause des Juifs en possession de leur état , de ceux dont la discussion des droits a été ajournée. Voici le rapport qu'a fait M. l'évêque d'Autun.

Les Juifs régnicoles établis à Bordeaux , viennent d'envoyer une députation extraordinaire avec des pouvoirs consentis & signés par deux cents quinze chefs de leurs maisons. Ces députés ont remis au comité de constitution une adresse pour l'assemblée nationale , dont notre devoir est de vous donner connoissance , & sur laquelle , à raison de l'époque prochaine des élections , il nous a paru également juste & convenable que vous prononçassiez incessamment.

Les Juifs de Bordeaux , ainsi que ceux de Bayonne & d'Avignon , se trouvent dans une position particulière , en sorte que votre décision laissera intact l'ajournement que

vous avez prononcé. Cette position les rend étrangers aux observations qui ont été faites dans cette assemblée sur l'état des Juifs.

Ils n'ont ni loix, ni tribunaux, ni officiers particuliers.

Ils jouissent du droit indéfini d'acquérir des immeubles.

Ils possèdent toute espèce de propriété.

Ils supportent toutes les impositions sur le même pied que les autres Français.

Ils participent au droit de bourgeoisie, assistent dans toutes les occasions aux assemblées publiques comme citoyens & comme négocians ; ils ont concouru en dernier lieu à l'élection des députés à l'assemblée ; ils servent dans ce moment dans les milices nationales, y occupent des grades & en remplissent les fonctions sans distinction d'aucun jour de la semaine.

Enfin, ce qui nous a semblé tout-à-fait décisif depuis 240 ans, ils jouissent de tous les droits de regnicoles, en vertu des lettres-patentes l'également enregistrées & renouvelées de règne en règne ; les preuves de tous ces faits nous ont été remises, elles sont incontestables. Voici les termes des lettres-patentes de 1776 : « Voulons, y est-il dit (en parlant des Juifs portugais établis à Bordeaux,) qu'ils soient traités & regardés, ainsi que nos autres sujets nés en notre royaume, & qu'ils soient réputés tels tant en jugement que dehors ».

Les lettres-patentes de 1780, relatives aux Juifs avignonnais établis aussi à Bordeaux, sont plus expressives encore.

Ils demandent donc, Messieurs, non pas d'être admis à la participation des droits de citoyen, mais plutôt d'être maintenus dans la jouissance de ces droits. Leur demande nous a paru parfaitement juste. Vous n'avez point voulu, vous n'avez pas pu priver personne de l'honorable qualité de citoyen, à moins qu'il n'eût démérité aux yeux

de la nation ; & il est évident que ce seroit en priver les Juifs de Bordeaux que de ne pas la leur reconnoître en ce moment.

Votre comité de constitution a donc pensé que , sans rien préjuger sur la question de l'état des Juifs, prise dans sa générosité, il étoit juste & convenable de décréter en ce moment, que les Juifs à qui les loix anciennes ont accordé la qualité de citoyen, ainsi que ceux qui sont dans une possession immémoriale d'en jouir, la conservent & en conséquence sont citoyens actifs, s'ils réunissent les autres qualités exigées par les décrets de l'assemblée.

Cette motion a excité des réclamations très-vives & des débats très-longes.

M. Reubell a parlé le premier; mais ayant été interrompu, M. de Noailles s'est écrié : en 1757, les Juifs de Bordeaux ont ouvert leur caisse aux officiers de la marine française; ils ont donné des preuves du plus grand patriotisme, & ce sont de tels citoyens qu'on veut priver de leur état.

Suivant M. de la Galissonnière, les Juifs y ont trouvé leur intérêt; mais M. de Fumel l'a réfuté aussi-tôt, en assurant qu'il avoit chez les ministres les preuves de ces actes du patriotisme le plus pur & le plus désintéressé des Juifs.

M. Reubell a repris la parole, en disant : « Je croirois manquer à mon devoir, a-t-il dit, si je ne m'opposois pas au projet du comité; c'est une exception très-dangereuse qu'il vous propose; votre décret a ajourné la question de tous les Juifs. Ceux de Bordeaux n'ont énoncé qu'un extrait de leurs lettres-patentes & des lettres isolées de bourgeoisie.

Les Juifs se sont réunis, pour exister en corps de nation, séparée des Français; ils ont un rôle distinct; ils

Il n'ont donc jamais joui de la possession d'état de citoyen actif ; d'ailleurs l'exception pour les Juifs de Bordeaux entraîneroit bientôt la même exception pour les autres Juifs du royaume. L'Alsace est inondée de libelles , dont les ennemis publics se servent pour chercher à soulever les peuples , & après votre décret , ils leur diront qu'il existe une confédération des Juifs & des agioteurs pour s'emparer de toutes les propriétés ; enfin , si les Juifs ne sont pas en possession , un de vos décrets ne le leur donnera pas ; si , au contraire , ils sont en possession , ils n'ont pas besoin de vos décrets. Je demande la question préalable.

M. de Séeze s'y est opposé , en disant : « Quand je ne serois pas un des représentans de la province de Guyenne , je me croirois le droit d'être le défenseur d'un peuple malheureux , long-temps opprimé par vos loix civiles , qui a supporté avec la plus longue patience la proscription de presque toutes les nations au milieu desquelles il a vécu ; je me croirois sur-tout ce droit , au moment où l'on veut leur ôter l'espèce d'adoucissement à son sort , qu'il a obtenu la faveur de nos rois ; mais comme représentant de la ville de Bordeaux , c'est un droit & un devoir , parce qu'ils ont influé immédiatement sur ma nomination. Dépositaire de leurs intérêts , je dois les défendre ; d'abord les lettres-patentes qui ont reconnu les Juifs en différens temps , leur ont donné un des droits le plus précieux des citoyens , celui de posséder des fonds de terre , droit dont ne jouissent pas les Juifs Alsaciens , & qui est un des premiers pas aux autres droits de cité. Les Juifs de Bordeaux ont exercé de plus la plénitude des droits de citoyens actifs , en concourant , comme électeurs , à l'élection des députés de l'assemblée nationale ; & si quelqu'un d'entr'eux ne siège pas dans cette assemblée , le hasard seul les a privés de ce

honneur, que leur patriotisme si souvent déployé dans toutes les crises de la France leur eût mérité. Si les Juifs n'ont pas occupé à Bordeaux les charges municipales, c'est que jusqu'à présent elles ont été concentrées dans trois classes de citoyens; c'est que tous les non-catholiques en étoient éloignés par le serment qu'il falloit prêter; c'est que la raison n'avoit pas encore dissipé tous les préjugés, & que les droits de l'homme étoient méconnus ».

On a demandé la lecture des lettres-patentes confirmatives des Juifs portugais.

M. Chapelier les a lues; mais les débats n'ont été depuis ce moment que plus tumultueux & plus compliqués, ce qui a prolongé la séance jusqu'à huit heures du soir.

Il est impossible de rendre compte aujourd'hui des combats que le préjugé barbare livroit aux droits de l'homme & du citoyen; nous nous contenterons de faire connoître, dans ce moment, le décret qui a été rendu au milieu des plus vifs applaudissemens. Le voici :

« L'assemblée nationale décrète que tous les Juifs connus en France sous le nom de Juifs portugais, espagnols & avignonois, continueront de jouir des droits dont ils ont joui jusqu'à présent, & qui sont conservés en leur faveur par des lettres-patentes; & en conséquence ils jouiront des droits de citoyens actifs, lorsqu'ils réuniront, d'ailleurs, les conditions requises par les décrets de l'assemblée.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 livres pour Paris, & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.